

Côte d'Ivoire : le capital Ouattara

RÉFLEXIONS SUR LES PERFORMANCES
DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN

Par Bakary SANOGO



MARS 2020 / HORS-SÉRIE



Préface

C'est avec un réel intérêt que j'ai lu ce recueil de réflexions parues dans le magazine «Impact Développement» édité par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG). L'ouvrage donne, à travers des faits, des chiffres et des analyses, un aperçu de l'action gouvernementale, depuis l'arrivée au pouvoir du Président de la République Alassane Ouattara. Avec force conviction, Bakary Sanogo écrit que la Côte d'Ivoire, notre pays, a eu la chance d'avoir, en la personne du Président Alassane Ouattara, un gouvernant dont la grande vision et le leadership ont permis au pays de réaliser des progrès exceptionnels de 2011 à 2019.

Cela est compréhensible et était prévisible, car Alassane Ouattara a été le Premier Ministre du Président Félix Houphouët-Boigny, auprès de qui il a beaucoup appris. On ne pouvait donc pas attendre moins de cet homme de grandes compétences et d'expériences établies, qui a, en outre, été Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International (FMI).

En tant que Premier Ministre, Chef du Gouvernement, je ne peux qu'être heureux de l'analyse de l'auteur et de celles des institutions d'évaluation et validation de référence que sont la Banque Africaine de Développement (BAD), le FMI, la Banque mondiale, la Fondation Mo Ibrahim, etc.

Au vu de tout cela, on comprend donc l'engagement toujours renouvelé du gouvernement, que j'ai l'honneur de conduire, sous la houlette du Président Alassane Ouattara, de poursuivre cette dynamique de progrès au profit des populations.

AMADOU GON COULIBALY
Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat

Dans l'action pour améliorer le quotidien des Ivoiriens

De la lumière pour 13 villages dans les sous-préfectures de Samango et Kimbrila Sud (Odienné). Sortie de ténèbres avec de l'électricité pour les villages de Zaragoua, Séria, Bolia, Débéguhé et Digba (Daloa). Des zones où on avait fini par se résigner. On était en marge du progrès, dans les ténèbres depuis des décennies. L'électricité, on en entendait juste parler, ou on ne voyait la lumière que lors d'un passage en ville.

De l'eau potable pour Koyèkro (Tiassalé), après 57 ans d'attente. Du béton qui émerge du sol, pour servir de château d'eau pour les villages de Gbémazo, Kondogo et Karaba (Worofla). Là-bas, ils auront bientôt de l'eau potable, à profusion et à tout moment. Les femmes n'auront plus à aller à la « pompe », à minuit ou à 4 heures du matin, pour espérer avoir un peu de cette manne vitale pour la famille. La pénibilité et le supplice seront du passé.

Une maternité et un dispensaire à Gbémazo pour les populations de la zone, dans un rayon de 20 km. Un centre de santé, afin que donner la vie n'équivaille plus à la perdre et que les populations, notamment les femmes retrouvent une certaine dignité. Dans une zone où une morsure de serpent conduisait inéluctablement à la mort ; et où espérer avoir un infirmier si proche de son domicile n'était qu'un rêve.

Bitumage et renforcement de routes ici et là sur les tronçons Kani-Boundiali, Divo-Guitry, Bouaké-Ferké, etc. Construction du pont de Dioulatiédougou (Odienné) qui fait gagner 100 km aux voyageurs, producteurs et commerçants de riz, d'ignames, de manioc... qui voient leurs conditions de vie améliorées et leurs revenus augmentés.

De nombreuses écoles, des centres de santé et surtout de l'électricité à Bouna. Avec en plus, le luxe de pouvoir... capter les signaux de Radio Côte d'Ivoire et de la Télévision Ivoirienne. Le Bouna d'avant Alassane Ouattara, c'étaient les ténèbres, la détresse et le désespoir. Bouna Massa et ses "sujets" n'auront pas à attendre 2020 pour leur Emergence. Ils y sont déjà.



La liste des réalisations du Président Alassane Ouattara est longue et ce, dans tous les secteurs : emploi, santé, eau, éducation, transports, routes, culture, sport, etc. Les actions et leurs impacts positifs sur la vie quotidienne des populations sont palpables.

Il y a certes les projets phares, ceux qui font l'affiche, comme le barrage de Soubré, le prolongement de l'autoroute du Nord jusqu'à Yamoussoukro, le Pont Henri Konan Bédié, etc. Mais, il y a surtout les « petits » projets, les plus nombreux. Ceux développés en zones rurales, là où vivent la majorité des Ivoiriens. Ceux qui avaient été laissés pour compte, pour une raison ou pour une autre, depuis 20, 30, 40 ou 50 ans. Et le Président Alassane Ouattara opta de rééquilibrer les choses du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, en passant par le Centre, pour un développement plus inclusif.

***Il y a certes les projets phares ...
mais, il y a surtout les « petits » projets,
les plus nombreux...développés en
zones rurales, là où vivent la majorité
des Ivoiriens.***

Des petits projets certes, mais qui changent littéralement la vie de millions de femmes, d'hommes et d'enfants. L'eau, l'électricité, l'école, les pistes rurales, etc. constituent aujourd'hui une révolution qui propulse certains Ivoiriens dans la modernité, leur faisant regagner leur dignité. Le droit à la santé, à l'éducation ou à l'eau potable n'était que des slogans pour eux. Après environ 60 ans d'attente, depuis l'Indépendance, certains croient rêver.

Le pays continue d'être en chantier depuis 2011. Avec pour seul objectif : apporter un mieux-être aux populations. On le voit, le gouvernement est à la tâche. Il est dans l'action pour améliorer le quotidien des Ivoiriens. Ce dont les Ivoiriens, Africains et observateurs internationaux sont aujourd'hui témoins est l'œuvre d'un Expert du développement, dont toutes les politiques, orientations et actions sont guidées par un engagement sans faille à faire de son pays un grand pays, un pays moderne.

Le Président de la République, Alassane Ouattara, et le Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, sont à l'œuvre. Et personne ne peut douter de leur détermination à faire plus et mieux pour les femmes, les enfants et les jeunes. L'immensité de la tâche et les besoins légitimes des populations, toujours croissants, n'entament en rien leur engagement à changer positivement le paysage socio-économique et culturel du pays.

JANVIER 2018 ■



Une heureuse bénéficiaire du château d'eau de Gbémazo (Worofla) mis en service en 2018.

Côte d'Ivoire : le capital Ouattara

Des fonds de l'abîme, où elle a été pendant plus d'une décennie, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui un tout autre pays. Une métamorphose entamée depuis la fin de la crise socio-politique en 2011. Un pays que certains qui l'avaient quitté au début des années 2000, ou peu avant 2010, ont du mal à reconnaître.

D'autres s'émerveillent des progrès socio-économiques réalisés, parlant de véritable renversement de situations dans tous les secteurs : approvisionnement en eau potable, disponibilité en gaz butane, réhabilitation de pistes rurales, création de collèges de proximité, électrification de plus de 4600 localités à décembre 2017, remise de clés de 4702 logements sociaux en 2017, construction de centres de santé, etc.

La liste des réalisations depuis l'arrivée du Président Alassane Ouattara est longue. Des hôtels de standing poussent ici et là. Une classe moyenne de plus en plus importante émerge, avec ses habitudes de consommation. D'où la création de plusieurs centres commerciaux ultra modernes. La pénétration du numérique explose.

Les smartphones ne sont plus l'apanage des seuls hauts cadres de l'administration ou du secteur privé. On en trouve aussi avec de modestes commerçantes de produits vivriers du "Marché Gouro" à Adjamé. A Abidjan, de nouveaux cafés et pâtisseries ouvrent à presque tous les carrefours, créant ainsi des emplois.

L'aéroport d'Abidjan, devenu le hub de la sous-région, vient de franchir le cap de 2 millions de passagers. La Société de Transports Abidjanais (SOTRA) propose désormais le Wifi dans certains de ses autobus. Le 3^{ème} Pont - à péage - sur lequel certains ne pariaient pas gros, enregistre régulièrement des bouchons. Yamoussoukro n'est désormais qu'à deux heures d'Abidjan, grâce à l'extension de l'autoroute.

Les bidonvilles qui obstruaient la belle vue du bleu de l'Océan Atlantique sur le tronçon Abidjan-Grand-Bassam (aujourd'hui une autoroute), ont fait place à une belle plage dégagée, permettant aux promeneurs et sportifs de savourer la brise de mer.

En somme, un pays chaque jour un peu plus moderne.

C'est vrai, les défis restent encore nombreux et ce, dans tous les secteurs. Le Président de la République, Alassane Ouattara, et son Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, doivent faire plus et mieux. Ils sont les premiers à le dire. Le gouvernement en est conscient et sa feuille de route reflète bien sa ferme volonté d'améliorer les conditions de vie des populations.

Mais, la réalité est que la Côte d'Ivoire est véritablement en marche, avançant à grands pas, vers la modernité. L'éléphant s'est redressé sur ses quatre pattes. Cette renaissance économique,



Le Président de la République Alassane Ouattara a procédé le 27 septembre 2019 à la mise sous tension du quartier Blaidy Extension de Bocanda. Le projet permettra à 1 300 personnes d'avoir accès à l'électricité.

politique, culturelle et sportive trouve expression dans l'inscription du masque Zaouli au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, ou encore dans l'élection du pays comme membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Et, cerise sur le gâteau, 2017 a achevé de convaincre qu'une nouvelle Côte d'Ivoire a vraiment vu le jour. Le pays accueillait alors les 8^{èmes} Jeux de la Francophonie, le Sommet Union Africaine-Union Européenne et la Conférence Internationale sur le Sida en Afrique.

Mais, la réalité est que la Côte d'Ivoire est véritablement en marche, avançant à grands pas, vers la modernité.

Des actions et surtout des résultats qui démontrent que la Côte d'Ivoire peut réussir de grandes choses. Dans une Afrique où obtenir des succès relève

souvent de l'exceptionnel. Surtout quand on a connu des situations de crise socio-politiques ou de mal développement au cours de décennies antérieures. La Côte d'Ivoire n'est pas la seule à avoir connu des difficultés de parcours. Mais, la grande différence est venue de la vision et du leadership du Président Alassane Ouattara. L'Homme d'Etat constitue ainsi aujourd'hui le premier capital du pays.

L'évolution que le pays connaît ne relève donc pas d'un miracle. En matière de développement, cela n'existe pas. Point n'est besoin de sortir de Wharton School of Business ou de Harvard pour le savoir. Les succès glanés et le progrès d'ensemble susmentionnés sont, répétons-le, portés par une vision et un leadership, ceux du Président Alassane Ouattara. Une vision mise en œuvre par une équipe gouvernementale aux compétences techniques avérées. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui, c'est d'abord et avant tout, le capital Ouattara.

FÉVRIER 2018 ■



Eurobond : des progrès et une signature portés par une vision et un leadership

Décidément, la Côte d'Ivoire a mangé du cheval ! Glanant, depuis des années, succès et progrès sur les fronts des services sociaux, des réformes politiques et économiques, du repositionnement sur la scène internationale, etc.

Une autre démonstration vient d'être faite, avec l'Eurobond 2018, la mobilisation de ressources sur les marchés de capitaux internationaux, en mars dernier. Une opération visant à dynamiser davantage le développement, améliorer les conditions de vie des populations et accompagner le pays dans son ambition d'être émergent à l'horizon 2020.

Lorsque le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly et son équipe d'experts attaquent, du 15 au 19 mars 2018, les places financières de Londres, New York, Boston, Francfort et Paris, l'objectif initial est de mobiliser 850 millions d'euros, soit 557,5 milliards de FCA.

L'exercice – le même que l'Eurobond 2017 - consiste à présenter le pays, sous toutes ses facettes. Celles de la politique, de la gouvernance, de la sécurité, des infrastructures, des services sociaux de base, de l'économie, du rôle sous-régional du pays, des rapports avec les institutions de financement de développement, comme la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

A l'arrivée, l'opération de démonstration, de communication et de marketing sur les performances et perspectives de développement du pays s'avère concluante. Le gouvernement réussit à mobiliser 1 milliard 700 millions d'euros, soit 1 115 milliards de FCFA, c'est-à-dire deux fois plus qu'envisagé. Une opération en deux tranches : une de 850 millions d'euros, sur 12 ans, au taux de 5,25 % et une autre de 850 millions d'euros, sur 30 ans, au taux de 6,625 %.

Et qui plus est, les investisseurs, devant la solvabilité du pays, ont présenté une offre de souscriptions atteignant 5 milliards d'euros. C'est que le gouvernement était passé à la vitesse supérieure, suscitant une forte réaction des marchés. Amadou Gon Coulibaly a dû freiner leur offensive d'offre, indiquant qu'il ne demandait pas tant pour le moment.

Les investisseurs de la City, à Londres, ou de Wall Street, à New York, ont tout simplement été séduits et convaincus par les progrès socio-économiques, la qualité des investissements, le cadrage macro-économique et surtout par les perspectives de développement pour les décennies à venir.

Les marchés ont donc positivement réagi aux signaux verts des agrégats économiques, à l'ardeur des Ivoiriens au travail, et surtout à leur ambition de faire de leur pays une grande nation.

Les marchés ont donc positivement réagi aux signaux verts des agrégats économiques, à l'ardeur des Ivoiriens au travail, et surtout à leur ambition de faire de leur pays une grande nation. On comprend donc que les analystes parlent d'une opération historique, tant par le montant mobilisé que par la maturité des émissions, allant jusqu'à 30 ans pour une des deux tranches.

Pouvait-il en être autrement ? Le gouvernement est au travail, dans un pays qui fut englué pendant des décennies dans un non développement, avec des taux de croissance négatifs et des besoins criants dans tous les secteurs : santé, éducation, électricité, eau potable, pistes rurales, etc.



Le Président de la République
 Alassane Ouattara : vision et
 leadership

Aujourd'hui, tous les efforts concourent à mettre le pays sur orbite, sur la base de politiques, de réformes et d'investissements pour en faire une nation développée dans 10 à 20 ans.

S'engager dans une opération de mobilisation de capitaux internationaux est toujours un peu risqué. Rien n'étant gagné d'avance, surtout qu'on n'est jamais seul sur ces marchés des capitaux qui sont les mêmes pour tout le monde. Mais l'Eurobond 2018 aura été relativement facile, vu que les résultats de développement acquis par la Côte d'Ivoire parlaient d'eux-mêmes.

La moisson a surtout été abondante parce que l'ombre du Président Alassane Ouattara planait, comme d'habitude, sur les discussions. Sa vision et son leadership inspirent confiance, rassurent les investisseurs et déclenchent chaque fois une réaction positive des marchés.

Les Ivoiriens ont donc de quoi être fiers de cette réussite du gouvernement, car ils ne sont pas nombreux, les pays africains qui osent s'aventurer dans un tel exercice. Et, sur les marchés des capitaux internationaux, on le sait bien, on ne vend pas du vent.

MARS 2018 ■

Reconnaissance d'ici et d'ailleurs

Au regard de récents témoignages, entendus çà et là, l'adage selon lequel « Nul n'est prophète chez soi » ne saurait s'appliquer aux performances du gouvernement ivoirien.

A la Fête du Travail, le 1^{er} mai 2018, les travailleurs, tout en demeurant dans leur rôle de revendication, ont salué les réalisations du gouvernement depuis 2011, notamment les efforts en faveur de l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils ont distribué de bons points au Président de la République, Alassane Ouattara, et au Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, pour le paiement du stock des arriérés de salaire, la revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

(SMIG), la mise en place d'un régime de retraite complémentaire pour les fonctionnaires, le renforcement du dialogue social, etc.

Avec honnêteté et grandeur d'esprit, ils ont salué l'action du Président Ouattara, parlant des performances macro-économiques, du retour du pays sur la scène internationale, etc. Toutes choses qui ont redonné aux Ivoiriens la fierté perdue, du fait de difficultés de parcours.

Des témoignages similaires ont émané courant 2017 et début 2018 du pays profond. Ce fut le cas au cours de grands rassemblements de populations à Ferkessedougou, Bouna, Adzopé, Daloa, Korhogo,



Bassam, Boundiali et Yamoussoukro. Dans ces zones, plus rurales qu'urbaines, là où vit la majorité des Ivoiriens, on n'a pas non plus tari de gratitude à l'endroit du gouvernement pour les progrès socio-économiques obtenus.

Les populations, celles que l'on n'entend pas sur les radios internationales, ou qui ne savent pas ce que sont les "réseaux sociaux", ont salué les "petits projets" d'eau, de centres de santé, de collèges de proximité, d'ouverture de pistes rurales et d'électrification qui ont littéralement changé leurs vies, après plusieurs années d'attente. Leurs députés, maires, porte-paroles (des jeunes et des femmes) et présidents de Conseils Régionaux ont surtout insisté sur les acquis dans les secteurs sociaux.

Ces "petits projets" à fort impact ont été réalisés dans toutes les régions du pays. Des infrastructures dont l'obtention ne relevait que du rêve, quand l'actuel gouvernement en a fait une priorité pour

apporter un mieux-être aux populations, partageant ainsi les fruits de la croissance. Des projets pour donner de la dignité à des hommes et des femmes qui se demandent souvent pourquoi il leur a fallu attendre des décennies pour qu'un gouvernement pense à eux et transforme leurs rêves en réalités. C'est le cas de l'électrification des villages de Petit Guéyo, Petit Mayo et Kpéhiri (Soubré), du château d'eau de Dabouzra (Bouaflé), du centre de santé de Kouakro (Aboisso)...

Le 1^{er} mai 2018, les travailleurs, tout en demeurant dans leur rôle de revendication, ont salué les réalisations du gouvernement depuis 2011, notamment les efforts en faveur de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Ailleurs, les instances internationales ne tarissent pas non plus d'éloges, parlant d'une performance économique impressionnante, de cas d'école, d'expérience à partager. Cela a été noté ces derniers temps lors des Réunions de Printemps du FMI et de la Banque mondiale, de l'Africa CEO Forum, du Forum Economique Mondial de Davos, du Sommet Union Africaine-Union Européenne, etc.

On le voit donc, la croissance que les experts des questions de développement de la Côte d'Ivoire, de la Banque mondiale, du FMI, de la BAD, du PNUD, de l'OCDE, de la Commission de l'Union Africaine... saluent, va au-delà des chiffres du Produit Intérieur Brut (environ 9 % de 2012 à 2016 et 7,8 % en 2017) pour se traduire en résultats impactant positivement la vie des populations.

Mais, les populations ont de nombreuses autres attentes. Elles demandent toujours plus pour de meilleures conditions de vie. Des demandes que le gouvernement trouve légitimes, car beaucoup reste à faire ; les besoins s'étant accumulés des décennies durant, avant l'arrivée aux affaires de l'administration Ouattara.

Et, à la Fête du Travail, le Président de la République a indiqué que sa détermination à faire plus pour aujourd'hui et demain est sans limite. Chose qu'il a traduite par l'expression anglaise "The sky is the limit", le ciel est la limite. A savoir que l'engagement du gouvernement est sans faille et que seul le ciel sera la limite de ses ambitions.

AVRIL 2018 ■



Photo de famille des 83 Chefs d'Etat et de gouvernement ayant participé au 5^e sommet UA-UE en novembre 2017 à Abidjan. Un des symboles du rayonnement diplomatique de la Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara.

Côte d'Ivoire : une place politique de choix portée par des progrès économiques

Depuis l'arrivée aux affaires du Président Alassane Ouattara en 2011, la Côte d'Ivoire n'a pas que renoué avec la croissance économique, les progrès socio-économiques ou le développement tout court.

Elle a également réussi un repositionnement spectaculairesurlascène diplomatique internationale, notamment sous-régionale ; devenant la capitale politique de l'Afrique de l'Ouest.

Au cours des récents mois, Abidjan accueillait les Présidents du Mali, du Burkina Faso, du Togo, du Bénin, du Ghana, du Libéria, du Zimbabwe, de la Sierra Leone, etc. Et, dans la foulée, le pays a organisé le sommet Union Africaine-Union Européenne et les 8^{èmes} Jeux de la Francophonie, avec tout le gratin de la diplomatie africaine, européenne et de l'espace francophone.

Sans compter les visites de Présidents, Souverains et Chefs de gouvernement d'autres régions du monde, dont la Turquie, le Maroc et la Belgique. Et, cerise sur le gâteau, elle a réussi à se faire élire comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Des évènements bien significatifs de la marche globale du pays. Ces visites et sommets internationaux ne sont pas le fait d'un amour inconsidéré pour l'espace territorial ivoirien. Ils traduisent, non seulement la qualité des relations du pays avec ses partenaires, mais aussi la sagesse des positions ivoiriennes dans la conduite des affaires du monde, et plus particulièrement de la sous-région.

Ils attestent aussi, de manière fort éloquente, de la qualité des perspectives des autorités ivoiriennes, et précisément du Président Alassane Ouattara, sur les questions économiques et de développement au sein de la CEDEAO, de l'UEMOA et de l'Union Africaine.

Et, ne nous y trompons pas, ce retour sur la scène diplomatique sous-régionale et internationale trouve sa première explication dans les progrès obtenus par le gouvernement en matière de développement.

C'est une lapalissade de dire que la communauté internationale n'organise pas de sommets là où il n'y a pas de sécurité, là où il n'y a pas d'infrastructures hôtelières, aéroportuaires, routières ou de télécommunication. Elle ne va pas non plus là où prévalent l'ostracisme politique et le manque d'ouverture. Quant à la communauté des affaires, elle n'est attirée que par un environnement favorable aux affaires, et plus précisément au développement du secteur privé.

Pour être un pôle diplomatique, il faut d'abord asseoir de solides fondations socio-économiques. Et, c'est bien ce que l'Administration Ouattara réussit depuis des années.

Pour être un pôle diplomatique, il faut d'abord asseoir de solides fondations socio-économiques. Et, c'est bien ce que l'Administration Ouattara réussit depuis des années. La Côte d'Ivoire est passée du statut de paria international, à celui de destination de premier choix. Un pays résolument engagé sur la voie du développement, du modernisme et des nouvelles technologies.

On fait le déplacement d'Abidjan, parce que les autorités ivoiriennes ont une crédibilité établie, parce qu'on y a des interlocuteurs de qualité, parce que le Président Alassane Ouattara a une aura à nulle autre pareille, et un leadership respecté sur le continent. Et parce que le gouvernement en place obtient des résultats qui font du pays un "success story", un cas d'école et un modèle qui inspire.



Le Président de la République Alassane Ouattara, lors d'une intervention à la tribune des Nations Unies à New York le 26 septembre 2014.

Rien qu'en six ans, le gouvernement a réussi un spectaculaire retournement de situation économique, passant d'une croissance économique négative (-4.2 %) en 2011 à une moyenne de 9 % sur la période 2012-2016.

Une croissance accompagnée de développement, avec une amélioration des pistes rurales pour l'écoulement des produits agricoles, la construction d'infrastructures routières, aéroportuaires, énergétiques, etc.

Les progrès sont aussi notables en matière d'approvisionnement en eau potable, de construction

de centres de santé ruraux, de collèges de proximité, d'amélioration de l'environnement des affaires, etc. Sans oublier l'amélioration des conditions de vie des travailleurs de la Fonction Publique et du secteur privé, avec le déblocage des salaires après vingt-cinq ans de stagnation (1988-2013).

C'est donc cette base socio-économique, de progrès en matière de développement et de stabilité politique retrouvée qui vaut aujourd'hui au pays sa place de choix sur la scène politique internationale.

JUILLET-AOÛT 2018 ■

Côte d'Ivoire : de la redistribution efficiente des fruits de la croissance à travers les services sociaux

La Côte d'Ivoire ne brandit pas que des taux de croissance spectaculaires, avec une moyenne de 9 % de 2012 à 2016 et 7.8 % en 2017. Elle réalise aussi une performance considérable en matière de redistribution des fruits de la croissance, à travers les services sociaux. Les résultats et impacts des projets sont notables à cet effet dans les secteurs de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'électricité, etc.

Dans le secteur de l'eau, 2 250 nouvelles localités ont été desservies en eau potable depuis 2010, voyant ainsi le quotidien des populations révolutionné.

En matière d'électricité, 1 800 nouvelles localités ont été électrifiées de 2011 à 2017 et 400 000 ménages ont bénéficié de branchements sociaux de 2014 à 2018, grâce à un paiement initial de 1 000 FCFA. Dans le canton Wataradougou (Worofla), seul un village sur les treize était électrifié avant 2011. A fin 2017 onze étaient sortis des ténèbres.

Volet santé, 300 centres ont été construits et équipés de 2012 à 2016. Résultats : 68 % de la population vivaient à moins de 5 km d'un centre de santé en 2017, contre 44 % en 2012 ; et le ratio infirmier/population est passé de 1 pour 3 069 en 2011 à 1 pour 1 932 en 2016. Et ce, grâce au recrutement de 10 000 médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers, sages-femmes sur la période 2015-2017.

Dans le domaine de l'éducation, 12 655 salles de classes primaires ont été construites en milieu rural entre 2013 et 2017 et 4 409 000 kits scolaires distribués à la rentrée 2017-2018. Entre autres résultats, le taux de scolarisation dans le secondaire général est passé de 47,3 % en 2012 à 66,6 % en 2017, soit une hausse de 20 %. Et, grâce aux 126 collèges de proximité, les élèves vivent dans un rayon de 5 km, contre 20 km auparavant.



Quant aux ménages démunis, 5 000 d'entre eux ont bénéficié d'une allocation trimestrielle de 36 000 FCFA en 2017, à travers le Programme "Filets Sociaux". Apport qui leur permet de faire face aux frais d'écolage et de soins de santé de leurs enfants.

Dans le monde agricole, les coton-culteurs ont engrangé 86,830 milliards de FCFA en 2016-2017 et les producteurs de café-cacao 5 805 milliards de FCFA de 2012 à 2016.

A ces efforts, s'ajoutent l'augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG), de 36 607 FCFA à 60 000 FCFA et le paiement du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires pour un coût de 249,6 milliards de FCFA.

Ces exemples ne sont qu'une infime illustration des actions qui ont apporté un mieux-être aux populations. Et on pourrait tout autant mentionner les investissements massifs dans les grands projets de routes, d'autoroutes, de ponts, de télécommunication et d'infrastructures portuaires et aéroportuaires, sans lesquels il n'y a ni croissance ni développement.

Au-delà des chiffres, les impacts des projets sont palpables sur le terrain, faisant donc de la croissance inclusive une réalité sous l'ère Ouattara.

Que sont ces initiatives, sinon de la redistribution des fruits de la croissance aux populations. Et, au-delà des chiffres, les impacts des projets sont palpables sur le terrain, faisant donc de la croissance inclusive une réalité sous l'ère Ouattara.

Ainsi donc, non seulement il y a eu croissance, mais il y a eu également progrès en matière de développement. Les taux de croissance et de pauvreté antérieurs sont assez significatifs à cet égard. Le premier était de -4.2 % en 2011, contre 7.8 % en 2017 et le second de 48.9 % en 2008, contre 46.3 % en 2015.

Quand la croissance augmente considérablement et que la pauvreté baisse, point n'est besoin d'être sorti de London School of Economics ou de Stanford University pour comprendre qu'il y a eu progrès en matière de développement.

En outre, toute analyse crédible en la matière sur la Côte d'Ivoire doit prendre en compte l'état de délabrement global de l'économie avant l'arrivée aux affaires du Président Alassane Ouattara.

Au total, la redistribution efficiente des fruits de la croissance est celle qui impacte le quotidien des populations grâce aux services sociaux de base. Elle ne devrait pas être entendue comme la distribution de cash, tous les jours, à chaque Ivoirien.

SEPTEMBRE 2018 ■



La sage-femme de Gbémazo (Worofla) apportant des soins à un nouveau-né.

Le développement rural : le véritable enjeu des élections locales



De par les thématiques développées pendant la campagne, l'on peut affirmer que le développement rural constituait le véritable enjeu des élections régionales et municipales ivoiriennes du 13 octobre 2018. Chose compréhensible, vu que la majorité des conseils régionaux et municipaux ont pour champ d'action les zones rurales. Là où vivent les paysans, une cible d'environ 49,70 % de la population qui porte l'économie du pays.

Les préoccupations des candidats et électeurs tournaient autour de l'accès aux services sociaux : eau potable, santé, éducation, électricité, etc. On promettait ou sollicitait des écoles primaires, des "pompes villageoises", des châteaux d'eau, l'électrification, l'amélioration des pistes rurales,

l'augmentation du prix d'achat des produits agricoles, etc.

L'enjeu, au-delà du positionnement des partis politiques, se résumait aux conditions de vie des populations ; une préoccupation en droite ligne avec la politique de développement rural du gouvernement.

C'est en cela que le Président de la République, Alassane Ouattara, exprimait, le jour des élections, l'espoir de voir élire des personnes compétentes pour amplifier l'action publique. Les communes et conseils régionaux assurant un prolongement de l'action gouvernementale. Le Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, ne disait pas autre chose lorsqu'il rappelait, dans une déclaration d'après-

élections, que la question centrale demeurait le développement socio-économique.

En indiquant cela, l'exécutif ivoirien réaffirme sa détermination à améliorer les conditions de vie des Ivoiriens, de manière générale, et surtout celles de cette frange de la population qui a toujours porté l'économie du pays.



Le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC) a permis à 150 000 petits exploitants agricoles de bénéficier d'une formation et d'un meilleur accès aux marchés, grâce à la réhabilitation de pistes rurales.

En matière de développement rural, il faut certes faire davantage, mais l'on note que des efforts ont été faits de 2011 à 2018 pour mettre à disposition des services sociaux. Il en est de même pour le reversement de plus de revenus aux producteurs agricoles.

Pour ce qui est des services sociaux, le gouvernement a essentiellement ciblé les zones rurales. Dans le secteur de l'eau, ce sont 2 250 nouvelles localités qui ont été desservies en eau potable de 2010 à 2017. Les 9 000 habitants de Yocoboué (Région du Lô-Djiboua), qui ont récemment bénéficié d'un château d'eau, après 34 ans d'attente, sauraient témoigner de l'impact de cet ouvrage sur leur vie.

En matière d'électricité, 4 469 localités ont été électrifiées en 2017, contre 2 847 en 2011, soit une croissance de 57 %. Et 400 000 ménages ont bénéficié de branchements sociaux de 2014 à 2018, grâce à un paiement initial de 1 000 FCFA. Grâce au barrage de Soubré, les 15 000 habitants des villages de Petit Guéyo, Petit Mayo et Kpéhiri (Région de la Nawa), savourent aujourd'hui le bonheur d'avoir de l'électricité.

Dans le secteur éducation, 12 655 salles de classes primaires ont été construites en milieu rural entre 2013 et 2017. Et, grâce aux 127 collèges de proximité construits en zones rurales de 2015 à 2017, les élèves vivent désormais dans un rayon moyen de 5 km de la zone d'implantation des établissements, contre 20 km auparavant.

Volet santé, 300 centres ont été construits et équipés de 2012 à 2016. Comme résultats, 68 % de la population vivaient à moins de 5 km d'un centre de santé en 2017, contre 44 % en 2012. On note aussi que la mortalité infantile est passée de 112 décès pour 1 000 naissances en 1998 à 60 décès pour 1 000 en 2016. En outre, la Côte d'Ivoire est déclarée "pays libre de polio". Aucun cas de poliomyélite n'a été enregistré depuis juillet 2011.

Le total des revenus distribués au monde agricole est passé de 3 400 milliards de FCFA en 2012, à 6 400 milliards de FCFA en 2017, soit un taux d'augmentation de 88 %.

Dans le secteur agricole, le total des revenus distribués au monde agricole est passé de 3 400 milliards de FCFA en 2012, à 6 400 milliards de FCFA en 2017, soit un taux d'augmentation de 88 %. Résultat : le taux de pauvreté a enregistré une baisse en milieu rural depuis 1998, passant de 62,5 % en 2008 à 56,8 % en 2015.

C'est dire la place prioritaire du développement rural à l'agenda du gouvernement qui espère voir les élus renforcer son action sociale dans leurs localités. Cela est possible s'ils font preuve de créativité et surtout s'ils associent les populations à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets de développement.

NOVEMBRE 2018 ■

Pistes rurales, routes et ponts en Côte d'Ivoire : la si longue attente... jusqu'à l'arrivée du Président Alassane Ouattara

Sans être de l'huile, du pain, du sucre ou de l'électricité, les routes sont capitales pour les populations et pour l'économie. La route, au sens large du terme, comprenant les pistes rurales, les routes en terre, les voies bitumées et les ponts.

Comment joindre des villages pour les électrifier ou y construire des points d'eau si les pistes rurales sont dans un mauvais état ? Comment approvisionner les villes en produits vivriers si les routes sont impraticables ?

En arrivant au pouvoir en 2011, le Président Alassane Ouattara n'a pas échappé à la question des routes. Les besoins s'étaient accumulés. La situation était alarmante et même cauchemardesque dans certaines régions. A Bettié, Jacquerville, Dioulatiédougou... on n'en dormait presque plus.

Les pistes rurales s'étaient dégradées, car aucune machine n'était passée sur certaines d'entre elles depuis 15, voire 20 ans. La situation des routes bitumées n'était pas meilleure, avec des tronçons à la triste réputation établie en termes d'accidents mortels. La voirie à Abidjan était en totale déconfiture. C'était une honte pour la capitale économique.

Certaines localités en étaient à se demander si une malédiction ne s'était pas abattue sur elles, car leur enclavement demeurait insoluble. En fait, l'horloge du développement du réseau routier s'était tout simplement arrêtée depuis des décennies.

Face à ce tableau sombre, le Président Ouattara décide d'en faire une priorité. Ainsi, l'ancien Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International met en œuvre un vigoureux programme routier pour améliorer le quotidien des populations.

Au bilan, sept ans plus tard, les résultats sont là. Impressionnants. Les Autoroutes Abidjan-Bassam et Singrobo-Yamoussoukro, tout comme le 3ème Pont Henri Konan Bédié sont fonctionnels. Le désenclavement des villages de Bingerville, Songon et Anyama, d'une longueur de 110 km, est effectif.

Le bitumage de l'axe Divo-Guitry (76 km) et la réhabilitation du tronçon PK 109 de l'Autoroute du Nord-N'Douci-Divo-Gagnoa (170 km) sont en cours. Au total, ce sont 612 km de routes qui ont été bitumées. Et chaque année, 22 000 km de routes en terre sont reprofilées.



C'est dans la catégorie des ponts que Ouattara aura montré sa force de frappe, en en réalisant une bonne quinzaine. De grands ponts, mais aussi de "petits" ponts vitaux pour relier des populations et relancer des économies locales.

C'est dans la catégorie des ponts que Ouattara aura montré sa force de frappe, en en réalisant une bonne quinzaine. De grands ponts, mais aussi de "petits" ponts vitaux pour relier des populations et relancer des économies locales.

On pourrait citer le Pont de Noé, le Pont de Bouaflé, le Pont Henri Konan Bédié, le Pont de Jacquville, le Pont de Béoumi, le Pont de Dioulatiédougou, le Pont de Bassawa-Sérébou, le Nouveau Pont d'Aboisso... Des ouvrages dont la réalisation est apparue aux Ivoiriens comme de la magie. On les avait tant attendus. Et on n'y croyait vraiment plus.

C'est que Ouattara était passé par là. L'économiste averti savait nécessaire de s'attaquer au problème, car 90 % des échanges dans le domaine des

transports se font par la route. Et les bénéficiaires des routes sont de l'ordre de 20 millions de personnes. En outre, le réseau routier contribue pour 5 % au Produit Intérieur Brut (PIB).

Depuis, des routes se construisent partout, afin d'améliorer les conditions de vie des populations et booster la croissance économique. Il s'agit aussi de mettre en œuvre une politique de redistribution des fruits de la croissance. Ces efforts auront coûté 1 114 milliards de FCFA de 2011 à 2018. Or donc, cela était possible.

Cela dit, le gouvernement entend aller plus loin pour satisfaire les besoins encore nombreux. L'objectif étant de doter le pays de routes de qualité pour soutenir une économie qui ambitionne d'être plus robuste dans les années à venir. Ainsi, il est prévu la réalisation de l'Autoroute Abidjan-Dabou-San Pedro, la Voie de Contournement Y4 d'Abidjan, le 4^{ème} Pont d'Abidjan, l'extension de l'Autoroute Yamoussoukro-Bouaké, l'Autoroute de l'Est Abidjan-Adzopé, etc.

L'attente aura été longue, mais la question a trouvé solution grâce à la vision du Président Alassane Ouattara qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

JANVIER 2019 ■



6 500 km de pistes rurales ont été réhabilitées de 2014 à 2015.

Côte d'Ivoire : de l'inattaquable bilan du Président Ouattara

S'il est un défi majeur de toute sa vie professionnelle qu'Alassane Ouattara aura réussi à relever avec brio, c'est bien d'avoir remis sur pied son pays, après la profonde crise post-électorale de 2011. Et son bilan sur la période 2011-2018 est, à cet effet, inattaquable à tous égards. Les Ivoiriens ne sont certes pas désormais dans le meilleur des mondes, mais les réalisations du Président Ouattara en seulement 7 ans apparaissent comme un miracle.

L'ancien Directeur Général Adjoint du FMI a toujours su qu'il n'est de développement que ce qui améliore le quotidien des populations, avec notamment la mise à disposition de services sociaux. De ce point

de vue, son bilan est inattaquable. Dans le secteur de l'eau potable, ce sont plus de 3 000 nouvelles localités qui ont été reliées au réseau. Certaines ont dû attendre 30 ans pour avoir un château.

En matière d'électricité, à fin 2017, 4 600 localités étaient électrifiées, contre 2 847 en 2011. En outre, 408 882 ménages ont bénéficié de branchements sociaux d'octobre 2014 à septembre 2018, grâce à un paiement initial de 1 000 FCFA. Le Barrage hydro-électrique de Soubré, d'une puissance de 275 MW, participe de la bonne performance du secteur. Résultat : le taux de couverture nationale en eau potable et électricité est aujourd'hui de l'ordre de 80 %.



Un autre chapitre où le bilan est tout autant inattaquable, c'est celui de l'éducation. De 2011 à 2018, ce sont 30 621 salles de classe du préscolaire et du primaire, 242 établissements secondaires, 02 CAFOP et 07 établissements d'enseignement technique et professionnel qui ont été construits.

En plus des infrastructures, 54 318 personnels enseignants et d'encadrement ont été recrutés, dont 43 137 enseignants du préscolaire et du primaire, 8 641 enseignants du secondaire et 2 540 personnels d'encadrement. Les universités de Man, Daloa et Korhogo sont également signées "Ouattara".

Volet santé, 300 centres de premier contact ont été construits et équipés de 2012 à 2016. A cela, il faut ajouter, entre autres, le Centre de traitement du cancer et le CHU d'Angré. Pour ce qui est du personnel, ce sont 10 000 médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers et sages-femmes qui ont été recrutés sur la période 2015-2017. Inattaquable bilan, là aussi.



Inauguré en 2018, le Barrage hydro-électrique de Soubré, d'une puissance de 275 MW, témoigne des ambitions de la Côte d'Ivoire de demeurer un hub énergétique dans la sous-région.

Concernant les routes, pistes rurales et ponts, Ouattara n'a pas fait dans la dentelle, avec à son actif 612 km de routes bitumées et 154 000 km de routes en terre reprofilées. Un bilan tout simplement inattaquable, avec surtout 15 ponts, dont l'emblématique Pont à péage Henri Konan Bédié d'Abidjan.

***Un bilan inattaquable.
Qui parle de lui-même. Qui se défend
seul. Et qui vaut au pays respect
et admiration.***

En termes de redistribution directe des fruits de la croissance aux populations, on notera l'augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) de 36 607 FCFA à 60 000 FCFA ; le déblocage des salaires après 25 ans et le paiement du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires, pour un coût de 249,6 milliards de FCFA.

Aux agriculteurs, le total des revenus distribués est passé de 3 400 milliards de FCFA en 2012, à 6 400 milliards de FCFA en 2017. Comme impact, le taux de pauvreté a enregistré une baisse en milieu rural depuis 1998, passant de 62.5 % en 2008 à 56.8 % en 2015. Bilan inattaquable donc sur cet autre front.

En diplomatie, Ouattara a réalisé un travail de titan, en hissant le pays au sommet des sommets, avec son élection, en juillet 2017, comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ces progrès ont été possibles grâce à une gestion macro-économique rigoureuse. L'économie a connu une évolution fulgurante, passant d'une croissance négative (-4.2 %) en 2011 à une moyenne de 9 % sur la période 2012-2016. Le taux d'inflation est de 0.4 %, sur une norme UEMOA de 3 %. Le taux d'endettement était de 42.6 % du PIB en 2017, sur un ratio sous-régional de 70 %. Quant au taux de pauvreté, il est passé de 51 % en 2011 à 46.3 % en 2015. Une performance des plus enviées au monde.

Au total donc, un bilan inattaquable. Qui parle de lui-même. Qui se défend seul. Et qui vaut au pays respect et admiration.

MARS 2019 ■

La Côte d'Ivoire sous Ouattara : un pays admiré et respecté

C'est une Côte d'Ivoire fière, admirée et respectée qu'il a été donné de voir du 10 au 14 avril 2019 aux Réunions de Printemps de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) à Washington, DC, aux Etats-Unis.

A ces forums des sommités du développement international des institutions de Bretton Woods, où on échange sur l'état et les perspectives de l'économie mondiale, la délégation ivoirienne, conduite par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, était précédée d'une bonne réputation. Une réputation établie sur les performances socio-économiques 2011-2018 du pays, sous la direction du Président de la République Alassane Ouattara. Une réputation d'un gouvernement qui est au travail et qui obtient des résultats.

Amadou Gon Coulibaly était très attendu et la Côte d'Ivoire était l'objet de l'intérêt de tous. Les plus hauts responsables de la Banque mondiale et du FMI tenaient à le rencontrer pour apprendre des secrets de la réussite, des raisons de la résilience de l'économie ivoirienne, tout comme des ambitions du pays. Le Chef du gouvernement avait des approches de développement et surtout un fulgurant parcours de sortie de crise, de reprise économique, de dynamique de croissance et des perspectives de développement à partager.

Aux partenaires de Bretton Woods, de la Chambre de Commerce Américaine, du secteur privé, du Millenium Challenge Corporation (MCC) et autres personnalités de la finance internationale, Amadou Gon Coulibaly a présenté le tableau d'un pays en marche. Un tableau caractérisé par une solide



gestion macro-économique, un taux de croissance moyen de 8,6 % sur la période 2012-2018 et un taux d'inflation maîtrisé à 0,4 %, sur une norme communautaire (UEMOA) de 3 %.

Il a rassuré sur la soutenabilité et la bonne gestion de la dette extérieure, avec un ratio d'endettement de 48 %, sur une norme sous-régionale (UEMOA) de 70 %. Les ressources mobilisées vont au financement du développement global, notamment des infrastructures pour renforcer la compétitivité et l'attractivité de l'économie.

Les secrets de la réussite ivoirienne ? Selon Amadou Gon Coulibaly, cette performance, rarement vue en Afrique et dans le monde, s'explique par les réformes, instruments et actions de bonne gouvernance mis en place depuis 2011. Que ce soit au niveau du code d'investissement, de la réforme administrative ou de la dématérialisation des services.

Ces réformes ont propulsé le pays au rang des 10 meilleures économies du monde, en termes de la croissance, c'est-à-dire de progrès économique,



Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, en compagnie de Christine Lagarde, l'ancienne Directrice Générale du FMI. C'était en avril 2019 aux Réunions de Printemps de la Banque mondiale et du FMI.

de création de richesses. Une performance saluée par le MCC du gouvernement américain, le Doing Business de la Banque mondiale, l'Indice Mo Ibrahim... Bref, une réussite qui s'explique par les choix stratégiques opérés.

Des agrégats macro-économiques certes, mais il y a derrière les chiffres des projets et actions de développement qui profitent aux populations.

Des agrégats macro-économiques certes, mais il y a derrière les chiffres des projets et actions de développement qui profitent aux populations. Avec, entre autres, les résultats suivants: augmentation du SMIG de 36 000 FCFA à 60 000 FCFA ; déblocage des salaires, après plus de 25 ans de stagnation ; augmentation de 33 % du PIB par habitant (revenu moyen par habitant), passé de 560 300 FCFA en

2010 à 745 200 FCFA en 2017 ; un taux de pauvreté en régression, passé de 51 % en 2011 à 46,3 % en 2015, etc.

Dans la catégorie des infrastructures, on pourrait citer quelques réalisations : 612 km de routes bitumées, 127 collèges de proximité, le barrage hydroélectrique de Soubré, une quinzaine de ponts, les universités de Korhogo, Man et Daloa, 300 centres de santé de premiers soins, le centre de traitement du cancer, le CHU d'Angré...

A la politique de réformes hardie, Amadou Gon Coulibaly a ajouté le leadership du Président Alassane Ouattara et la cohérence de son programme économique. Tout comme il a insisté sur la détermination des Ivoiriens à sortir leur pays de l'état de délabrement dans lequel il était en 2011. C'est donc ce mix d'approches et de résultats probants, porté par la vision du Président Alassane Ouattara, qui fait aujourd'hui de la Côte d'Ivoire un pays admiré et respecté.

JUIN 2019 ■

Bien-être social en Côte d'Ivoire : la grosse artillerie d'Allassane Ouattara



Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé le 27 mai 2019 à Etoubéti (Aboisso) l'opération de réhabilitation de 21 000 pompes à motricité humaine. L'opération permettra de desservir 11 millions de personnes en eau potable dans les zones rurales.

C'est à un déploiement de grosse artillerie sur le front du bien-être social que les Ivoiriens assistent depuis janvier 2019 de la part du Président de la République Alassane Ouattara, à travers le Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2019-2020).

Le Président de la République, le Vice-Président, le Premier Ministre et tous les membres du gouvernement sont depuis des mois dans un véritable exercice de tirs groupés sur le terrain du social, celui du véritable développement qui change positivement le quotidien des populations.

Ils sont désormais tous abonnés à des activités de lancement, de réception de projets d'eau, d'électrification, de bitumage de routes, de recrutement d'enseignants, de création d'emplois pour les jeunes, de mise à disposition de tables-bancs pour les écoliers, d'inauguration de lycées, d'hôpitaux ... Des opérations qui couvrent toutes les régions du pays, notamment les zones rurales.

L'essentiel des activités est le fait de l'équipe gouvernementale, conduite par l'ingénieur des Ponts et Chaussées, le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly. Et les ministres sont toujours sur le terrain, comme des chefs de chantier, pour suivre dans le détail l'exécution des travaux.

Mais, Ouattara, le Commander-in-Chief, rejoint souvent ses lieutenants. Il est lui-même monté récemment sur la ligne de front, du 25 au 28 septembre 2019, pour l'électrification de quatre localités dans la région du N'Zi. Procurant à des populations rurales le bonheur de sortir de l'obscurité. Auparavant, il inaugurait le 3 août 2019 le tronçon routier allant d'Adzopé à Yakassé-Attobrou. Un projet qui, sans être un service social de base, n'en est pas moins important dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Jamais on a vu en Côte d'Ivoire une telle rage d'apporter un peu plus de confort au quotidien des Ivoiriens. Rien de véritablement surprenant en cela, car le social a toujours été au cœur de l'action du Président Ouattara depuis son arrivée au pouvoir. Et les résultats acquis dans tous les secteurs en témoignent éloquentement.

En matière d'électricité, à fin 2017, 4 600 localités étaient électrifiées, contre 2 847 en 2011. Dans le secteur éducation, de 2011 à 2018, ce sont 30 621 salles de classe du préscolaire et du primaire,

242 établissements secondaires, 02 CAFOP et 07 établissements d'enseignement technique et professionnel qui ont été construits. Volet santé, on notera que 300 centres de premier contact ont été construits et équipés de 2012 à 2016.

Une performance extraordinaire, en si peu de temps, comme on en a rarement vu en Afrique et dans le monde. Quand on sait l'état de délabrement socio-économique dans lequel le pays stagnait depuis des décennies avant l'arrivée au pouvoir de Ouattara.

A la vérité, cette performance n'a rien de surprenant de la part de l'expert en développement qu'est Alassane Ouattara. Que fallait-il espérer d'autre de l'ancien Premier Ministre de Félix Houphouët-Boigny, de l'ancien Gouverneur de la BCEAO et de l'ancien Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International (FMI) ?

Malgré ces progrès, Ouattara s'est rendu compte que les besoins dans tous les secteurs et dans toutes les régions du pays sont encore plus nombreux. Ils s'étaient tant accumulés et très peu de choses avaient été initiées pour y faire face.

Jamais on a vu en Côte d'Ivoire une telle rage d'apporter un peu plus de confort au quotidien des Ivoiriens.

Ayant vu Ouattara à l'œuvre, et le sachant capable d'apporter des solutions, les populations n'arrêtent pas de demander toujours un peu plus. Se disant : « Alassane Ouattara peut aider. Il sait trouver des solutions. Alors, allons-y ! Demandons ! Si on ne demande pas à Ouattara, à qui on va demander ? ». Au regard de ces échos et remontées d'informations, Ouattara décide de faire davantage sur le front du bien-être social.

Malgré les contraintes et autres arbitrages budgétaires auxquels tout gouvernement fait face, il instruit ses troupes en décembre 2018 de débloquer 727,5 milliards de FCFA additionnels pour le bien-être social. Pour Ouattara, cette somme ne constitue pas une dépense, mais plutôt un investissement. Un investissement pour un capital humain de qualité.

NOVEMBRE 2019 ■



Le Président de la République Alassane Ouattara inaugurant l'Échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, sur le boulevard Giscard d'Estaing, le 16 décembre 2019.



PONT F. H. BOIGNY
TREICHVILLE

PONT DE GAULLE
PLATEAU

Le Lundi 16 décembre 2019 a été inauguré
L'échangeur de l'Amitié Ivoiro-Japonaise
(Don du Gouvernement Japonais)

Par Son Excellence
Monsieur Alassane OUATTARA
Président de la République de Côte d'Ivoire

MERCI



BAKARY SANOGO

Directeur du Centre d'Information
et de Communication Gouvernementale - CICG

Ce recueil regroupe un ensemble de réflexions sur les actions de développement du gouvernement ivoirien. Elles ont été initialement publiées sous forme d'éditoriaux dans le magazine « Impact Développement » du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG) de Côte d'Ivoire.

Le document démontre, chiffres à l'appui, que l'action gouvernementale, sous la conduite du Président de la République Alassane Ouattara, impacte positivement le quotidien des populations. Et qu'elle participe de la redistribution des fruits de la croissance. Il évoque également le parcours exceptionnel du pays, parti d'une situation de paria international, en 2011, pour se hisser au sommet de la diplomatie mondiale.

Dans un style dépouillé, le recueil souligne que les performances économiques exceptionnelles du pays, saluées par toutes les instances de validation de notoriété, ont pour socle la vision et le leadership du Président Alassane Ouattara.

L'auteur, Bakary Sanogo, est né le 18 mars 1960 à Bouaké, en Côte d'Ivoire. Au cours des trente dernières années, il a servi comme journaliste, spécialiste en média et relations extérieures et expert en communication pour le développement à la Banque mondiale, à la Banque Africaine de Développement (BAD), au quotidien ivoirien Fraternité Matin et à l'agence de presse Reuters.

Dans ces fonctions, il a travaillé sur les questions de développement, comme l'environnement, l'assainissement, la reconstruction post-crise, la mobilisation de ressources, le développement rural, la gouvernance, l'aide au développement...

En mars 2017, cet expert en communication quitte la BAD pour la Primature, où le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly le recrute comme Conseiller Spécial et Directeur de la Communication. Il exerce cette fonction parallèlement à celle de Directeur du CICG.

Ancien boursier Fulbright du gouvernement américain, Bakary Sanogo est titulaire d'un Master of Arts en Journalisme et Communication de New York University (Etats-Unis), tout comme d'une Maîtrise en Communication et d'une Licence en Lettres Modernes de l'Université d'Abidjan.